

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1901.

Projet de loi concernant le jeu amendé par le Sénat ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. JOS. HOÏOIS.

MESSIEURS.

En juin dernier, la Commission spéciale de la Chambre avait proposé à celle-ci d'apporter un certain nombre de modifications au projet que le Sénat lui avait transmis réamendé par lui. La justification de ces modifications se lit dans le rapport déposé sur le bureau de la Chambre le 28 juin 1901. Toutes furent adoptées par la Chambre le 13 juillet et le projet fut, en conséquence, soumis une troisième fois à l'examen du Sénat.

La principale de ces modifications consistait dans la suppression des articles 8, 9 et 10 du projet précédent du Sénat, créant, sous la rubrique « Dispositions transitoires », au profit d'Ostende et de Spa un régime de faveur contre le principe duquel la Chambre s'était déjà antérieurement prononcée à une écrasante majorité.

A deux voix de majorité seulement, et après l'avoir repoussée en première lecture, le Sénat a, en seconde lecture, admis cette modification essentielle apportée au projet sorti de ses précédentes délibérations.

Comme conséquence de ce vote, il a admis la modification apportée par la Chambre au dernier article du projet : en d'autres termes, que cet article serait ainsi libellé : « *Les mots « sans autorisation légale » de l'article 308 du Code pénal sont supprimés.* »

D'autre part, il n'a pas maintenu, à l'article 4, l'expression « *peines prononcées par les articles, etc.* », que la Commission de la Chambre avait

(1) Projet de loi, n° 48.

(2) La Commission était composée de MM. BEERNAERT, président, NERINCX, DECOCQ, FRÉDÉRIC DELVAUX, HOÏOIS, CARTON DE WIART, VANDERVELDE.

estimée sujette à critique. Il y a remplacé le mot « prononcées » par le mot « établies ».

Il a, enfin, réservé un accueil favorable à une autre modification de détail admise par la Chambre.

Il s'est refusé à faire d'autres concessions à la Chambre.

Des quelques autres modifications proposées par celle-ci, les unes étaient de pure forme et deux autres touchaient des questions de fond.

La Commission persiste à croire que toutes s'imposaient et elle regrette que le Sénat n'ait pas, en ce qui les concerne, partagé également sa manière de voir.

Devait-elle voir dans ce fait une raison suffisante pour proposer à la Chambre de renvoyer une fois encore le projet au Sénat?

Elle ne l'a pas pensé.

Elle a estimé que, si elle assumait la responsabilité de pareille proposition, elle ne répondrait pas au vœu de l'opinion publique.

Elle considère, d'autre part, le statu quo comme n'ayant que trop duré, au grand dam de la moralité publique : car, tandis que la Chambre et le Sénat délibèrent et se renvoient le projet de loi, les maisons de jeux exercent leurs lamentables ravages et leur nombre tend plutôt à augmenter qu'à diminuer.

Il serait d'autant plus dangereux de renvoyer une fois de plus le projet de loi au Sénat, que celui-ci pourrait revenir sur le vote qu'il a émis — à deux voix de majorité seulement — au sujet du privilège d'Ostende et de Spa et qu'il s'établirait ainsi entre les deux assemblées un grave conflit qui mettrait le Parlement dans une situation à peu près inextricable.

En conséquence, la Commission de la Chambre a l'honneur de proposer à celle-ci l'adoption pure et simple du projet de loi tel qu'il lui a été transmis par le Sénat.

Ce n'est pas à dire qu'elle le juge parfait.

* * *

Tout d'abord elle estime que l'article 4 du projet devrait comporter, outre les deux modifications introduites sur son initiative et que le Sénat a admises, les autres changements qu'elle avait proposés et que son rapporteur avait justifiés en ces termes :

« L'article 4 du projet actuel du Sénat modifie sensiblement, et dans son alinéa 1^{er} et dans son alinéa 2, le texte de l'article 6 du projet qui a été adopté précédemment par la Chambre et auquel il a été substitué. Cet article était — il importe de le faire remarquer — une des rares dispositions du projet primitif du Sénat que la Chambre avait adoptées sans amendement.

» L'alinéa 1^{er} vise les cas où la peine comminée par les articles précédents pourra être portée au double. Ce sera : 1° en cas de récidive dans les cinq ans suivant une condamnation quelconque encourue en vertu de la loi sur le jeu; 2° non plus d'une manière générale — comme au projet voté par la Chambre — dans tous les cas où « il y aurait eu habituellement abus des

besoins, faiblesses ou passions des joueurs » (ou parieurs), mais uniquement quand les délits visés aux articles 1, 2 et 3 auront été commis au détriment d'une personne âgée de moins de 21 ans.

» L'article 56 du Code pénal dispose : « Quiconque, après une condamnation à une peine criminelle, aura commis un délit, *pourra* être condamné à une peine *double* du *maximum* porté par la loi contre ce délit. La *même* peine pourra être prononcée, « en cas de condamnation antérieure à un emprisonnement d'un an au moins, si le condamné a commis le nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine ».

» Il est bon, dans une matière comme celle du jeu, d'armer sérieusement la juridiction répressive en prévision des cas de récidive. Dans son principe, la disposition du 1^{er} de l'article 4 ne peut donc que recevoir l'approbation de la Chambre.

» Quant à son texte, il paraît préférable de l'amender. Tout d'abord, il est bon de spécifier nettement qu'il suffit que la condamnation antérieure ait été prononcée, non pas nécessairement pour le même fait, mais à raison de n'importe lequel des divers délits prévus et punis par l'une ou l'autre des dispositions de la loi sur le jeu. Puis, il convient de s'écarter le moins possible du libellé de l'article 56 du Code pénal, pour que le plus possible la disposition nouvelle soit interprétée comme cette dernière. En conséquence, la Commission croit devoir proposer à la Chambre de rédiger de la façon suivante le 1^{er} de l'article 4 : « En cas de condamnation antérieure prononcée du chef de l'un des délits prévus par la présente loi, si le condamné a commis le nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine »

» Le second alinéa de l'article 4 du projet actuel du Sénat modifie le texte adopté par la Chambre, en ce sens qu'il permet aux tribunaux de prononcer contre les coupables l'interdiction prévue à l'article 33 du Code pénal, non pas seulement dans l'hypothèse où la peine principale prononcée sera la peine double et ce à raison de l'abus fait des besoins, faiblesses ou passions des joueurs, mais dans tous les cas indistinctement de condamnation pour infraction à la loi sur le jeu.

» Il paraît excessif de permettre aux juges de prononcer l'interdiction de droits prévue à l'article 33 du Code pénal quand la peine principale à prononcer par eux ne peut dépasser au maximum un mois de prison et 2,000 francs d'amende (celle des articles 2 et 3). Mais il n'y a, d'autre part, pas lieu de leur refuser cette faculté, non seulement quand ils se trouveront dans la nécessité de prononcer la peine double prévue à l'article 4, mais même lorsqu'ils auront à appliquer simplement l'article 1^{er} de la loi, lequel leur accorde le droit de prononcer un emprisonnement de huit jours à six mois et une amende de 100 à 5,000 francs.

» En conséquence, la Commission propose à la Chambre d'amender l'alinéa dont il s'agit, lequel serait rédigé en ces termes et pourrait faire l'objet d'un article distinct : « Les coupables pourront, dans les cas des articles 1 et 4, être condamnés à l'interdiction prévue à l'article 33 du Code pénal. »

La Commission regrette surtout que le Sénat se soit itérativement refusé à insérer dans la loi nouvelle une disposition répressive sous le coup de laquelle tomberaient « ceux qui auraient établi ou tenu une maison de jeux » de hasard, alors même qu'ils n'auraient perçu aucune rétribution à l'entrée ni pratiqué aucun autre fait d'exploitation prévu à l'article 1^{er} ». (Art. 2 du projet voté par la Chambre le 13 juillet 1901.)

Le Sénat avait été d'un autre avis, à l'époque de sa première délibération, en 1896. C'est, en effet, dans le projet voté alors par lui que la Chambre a trouvé la disposition précitée. Le Sénat ne l'avait tempérée que par une seule exception, établie au profit de ces cercles que d'aucuns ont appelés « cercles proprement dits » et qui, devant être véritablement fermés au public, réuniraient en conséquence les diverses conditions que l'on avait pris soin d'énumérer minutieusement.

Il y a lieu de s'étonner de la persistance apportée par le Sénat à repousser une disposition venant de lui et dont trois fois la Chambre, saisie d'une proposition de suppression émanant de M. le Ministre de la Justice, a décidé le maintien.

D'autant plus que, s'il a été formulé certaines questions relativement au sens à donner à la disposition à laquelle la Chambre a dit si catégoriquement tenir, les considérations établissant sa nécessité et développées notamment dans le précédent rapport de la Commission spéciale n'ont été ni refutées ni même rencontrées.

On y lisait les lignes suivantes :

« En première et en seconde lecture du projet voté par elle (1) la » Chambre, saisie par M. le Ministre de la Justice d'une proposition de » suppression du 2^o de l'article 4 (2), s'est nettement et après de longues » discussions refusée à y souscrire.

» La Commission pense que cette disposition doit être rétablie.

» La nécessité du maintien de cette disposition apparaît comme d'autant plus évidente que, sans elle, 1^o d'une part, les pouvoirs publics pourraient donner en location leurs propres immeubles à ceux qui annonceraient vouloir y établir ou y tenir de véritables maisons de jeux de hasard sans y poursuivre directement un but de lucre; 2^o d'autre part, la plus large des publicités et le racolage, en Belgique comme à l'étranger, pourraient continuer à s'exercer au profit des maisons de jeux de hasard qui bénéficieraient de la tolérance législative (l'article 3 de la loi ne leur serait pas applicable).

.

» L'expérience prouve combien la fraude cherche avec ingéniosité le moyen de tourner la loi pénale. Les manœuvres des organisateurs des cercles fictifs — véritables maisons de jeux de hasard — ont ôté toute efficacité réelle à l'article 305 du Code pénal, en dépit des efforts des parquets et des tribunaux;

(1) Lors des premières délibérations de la Chambre.

(2) C'est la disposition devenue l'article 2 du projet voté en juillet 1901 par la Chambre.

demain ces mêmes manœuvres auraient raison — et très aisément — des dispositions légales nouvelles, si celles-ci ne visaient que l'exploitation directe du jeu et laissaient subsister le surplus de l'ensemble de l'organisation actuelle du jeu.

» La Législature est éclairée par les événements qui se sont déroulés sous ses yeux depuis vingt ans. Elle a pour devoir de tenir compte des leçons qui s'en dégagent. »

La lacune que le Sénat a laissé subsister dans le projet, malgré les avertissements réitérés que la Chambre s'était permis de lui donner, expose la Législature à de graves mécomptes.

Il est à craindre, en effet, que l'évènement ne prouve que trop tôt combien les inquiétudes de la Chambre étaient justifiées.

L'initiative parlementaire aura alors à s'exercer de nouveau. Et, certes, elle n'y manquera pas. Mais, il eût été préférable que l'œuvre si péniblement réalisée par le Parlement, après plus de cinq ans d'efforts, n'apparût pas comme manifestement incomplète dès avant qu'elle ne soit achevée. Elle a la marque des transactions et la Chambre, qui a tout fait pour la rendre meilleure, n'aura pas à se reprocher les imperfections qu'elle comporte et qui, il faut le souhaiter, seront ultérieurement corrigées.

Ceux qui, dès à présent, se demandent comment il leur sera possible de passer à travers les mailles de la nouvelle loi seront toutefois bien de ne pas donner aux regrets de la Commission de la Chambre une portée excessive.

Celle-ci est, en effet, persuadée que, se pénétrant de l'esprit qui a porté la Législature à renforcer la législation pénale dirigée contre les manifestations insolites du jeu, les tribunaux renforceront à leur tour la sévérité de leur jurisprudence.

L'exploitation du jeu étant désormais à punir partout où elle se produira et quelle que soit la forme qu'elle revête, ils auront à ne pas se laisser induire en erreur par des habiletés destinées à masquer l'exploitation éventuelle, même dissimulée, de la passion du jeu et ils éviteront soigneusement de la prendre pour l'acte de celui qui se serait borné à établir ou à tenir une maison de jeux de hasard sans percevoir aucune rétribution à l'entrée ni pratiquer aucun autre fait d'exploitation prévu à l'article 1^{er} du projet.

D'autre part, ils trouveront fréquemment le moyen d'atteindre de véritables organisateurs de maisons de jeux de hasard dans la disposition leur permettant de sévir désormais contre « ceux qui, tenant un local accessible » au public, y auront toléré sciemment et habituellement des jeux dont nant lieu à des enjeux ou à des paris excessifs ».

L'article 308 du Code pénal, qui réprime actuellement le fait de tenir une maison de jeux de hasard, ne le fait que d'une manière restreinte. Il exige une publicité. Il l'exige « même dans des termes trop étroits, qui ont donné « lieu à de multiples controverses, qui ont entravé l'action de la justice et » permis la regrettable extension du jeu et les nombreux abus dont tout

» le monde se plaint aujourd'hui ». Ainsi s'est exprimé devant la Chambre M. le Ministre de la Justice. Dorénavant, il faut l'espérer, les tribunaux trouveront dans le texte de la loi et dans ses travaux préparatoires le moyen de s'arrêter moins qu'antérieurement aux vaines apparences cachant la publicité très réelle de certaines véritables maisons de jeux de hasard, dénommées frauduleusement « cercles ».

Si ces espérances se réalisent, plus restreint qu'il ne le pensent aujourd'hui sera le champ d'action de ceux qui, en dépit de la volonté manifeste du législateur, chercheront à maintenir en partie l'organisation actuelle des jeux en Belgique.

Le Rapporteur,

Jos. HOÏOIS.

Le Président,

A. BEERNAERT.



ANNEXE.

*Sous la date du 23 janvier, la Commission de la Chambre
a reçu le document dont la teneur suit :*

Dinant, le

190

PROVINCE DE NAMUR (VILLE DE DINANT).

Le Conseil communal, approuvant le vote du Sénat et de la Chambre qui décide la suppression radicale des maisons de jeux en Belgique et pour autant que le principe de l'indemnité soit admis pour l'une ou l'autre ville de Belgique, émet l'espoir que les Chambres législatives et le Gouvernement, tenant compte de la situation qui sera créée à la ville de Dinant, lui accordera une large et équitable indemnité.

Ainsi adopté en séance, à Dinant, le 20 janvier 1902.

PAR ORDONNANCE :

Le Secrétaire,

(Signature illisible.)

Le Bourgmestre,

BOULENGÉ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1902.

Ontwerp van wet op het spel, door den Senaat gewijzigd ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽¹⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JOS. HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

In Juni laatstleden, had de bijzondere Commissie der Kamer zekere wijzigingen voorgesteld aan het wetsontwerp haar door den Senaat opnieuw geamendeerd teruggezonden. In 't verslag, den 28ⁿ Juni 1901 op 't bureel der Kamer overgelegd, zijn die wijzigingen gebillijkt. Den 13ⁿ Juli werden zij alle door de Kamer goedgekeurd en bijgevolg het ontwerp eene derde maal tot onderzoek aan den Senaat overgemaakt.

De voornaamste wijziging was het weglaten van artikelen 8, 9 en 10 uit het voorgaand ontwerp van den Senaat, waarbij, onder de « Overgangsbepalingen », aan Oostende en Spa eene gunst werd verleend, tegen welker beginsel de Kamer zich reeds vroeger met verpletterende meerderheid verklaarde.

Slechts met twee stemmen meerderheid, na ze eerst te hebben verworpen, hechtte de Senaat, bij de tweede lezing, zijn zegel aan die hoofdzakelijke wijziging in het ontwerp dat, na zijne vorige beraadslagingen, overbleef.

Als gevolg van die stemming, vereenigde hij zich met de wijziging, door de Kamer toegebracht in 't slotartikel van het ontwerp; met andere woorden, hij nam aan dit artikel aldus te doen luiden : « *In artikel 305 van het Strafwetboek vervallen de woorden : « zonder wettelijke machtiging. »* »

Anderzijds verwierp de Senaat uit artikel 4 de woorden : « straffen

(1) Wetsontwerp. n^o 48.

(2) De Commissie bestond uit de heeren BEERNAERT, voorzitter, NERINX, DECOCQ, FRÉDÉRIK DELVAUX, HOÏOIS, CARTON DE WIART, VANDERVELDE.

bepaald in artikelen, enz. ». die, naar 't oordeel van de Commissie der Kamer, betwist konden worden. Hij verving het woord « *bepaald* » door « *bedreigd* ».

Eene andere, ondergeschikte wijziging, door de Kamer aangenomen, trad de Senaat toe.

Doch verdere toegevingen weigerde hij de Kamer.

Sommige van de enkele wijzigingen, door deze voorgesteld, golden eenvoudig den vorm, twee andere den grond der zaak.

De Commissie acht ze steeds alle noodzakelijk en betreurt dat de Senaat daarover hare zienswijze niet deelde.

Moest dat voor haar eene voldoende reden zijn om de Kamer voor te stellen het ontwerp nogmaals naar den Senaat te verzenden?

Zoo dacht ze niet.

Wel meende zij, dat ze, voor dergelijke voorstel instaaude, 't verlangen der openbare denkwijze niet beantwoorden zou.

Anderzijds vindt ze dat de toestand reeds te lang voortduurt, tot groote schade voor de openbare zeden : want terwijl Kamer en Senaat beraadslaagen en elkander het wetsontwerp terugkaatsen, blijven de speelhuizen hunne jammerlijke verwoestingen voortzetten : ook schijnt hun getal, verre van te verminderen, veeleer toe te nemen.

Des te gevaarlijker ware 't het ontwerp eens te meer den Senaat over te maken, daar deze kan terugkomen van zijne stemming — met slechts twee stemmen meerderheid — over 't voorrecht voor Oostende en Spa, en er zodoende tusschen beide vergaderingen een erg geschil zou ontstaan, dat het Parlement als 't ware in eenen onoverkomelijken toestand verplaatsen zou.

Bijgevolg heeft de Commissie der Kamer de eer deze voor te stellen het wetsontwerp eenvoudig aan te nemen, zooals de Senaat het haar overmaakte.

Dit wil evenwel niet zeggen dat zij het voor onberispelijk houdt.

* * *

Eerst en vooral acht zij dat artikel 4, behalve de twee wijzigingen door haar toedoen in het ontwerp aangebracht en door den Senaat goedgekeurd, insgelijks de andere door haar voorgestelde veranderingen moest bevatten, door haren verslaggever gebillijkt :

« Artikel 4 van het nieuw ontwerp van den Senaat wijzigt, zoo door zijn eerste als door zijne tweede lid, merkelyk den tekst van artikel 6 van het vroeger door de Kamer aangenomen ontwerp, welks plaats het inneemt. Er dient opgemerkt, dat dit artikel eene der zeldzame bepalingen was van het eerste ontwerp van den Senaat, door de Kamer zonder wijziging goedgekeurd.

» Het eerste lid bedoelt de gevallen waarin de door de vorige artikelen bedreigde straf op het dubbel kan worden gebracht, namelijk : 1^o bij herhaling binnen vijf jaar volgende op eene veroordeeling, krachtens deze wet beloopt ; 2^o niet meer op algemeene wijze, — zooals in het door de Kamer goedgekeurde ontwerp — in alle gevallen waarin « gewoonlijk misbruik zou

zijn gemaakt van de behoeften, zwakheden of hartstochten der spelers » (of wedders), doch allenlijk wanneer de misdrijven, in artikelen 1, 2 en 3 voorzien, begaan worden ten nadeele van eenen persoon min dan 21 jaar oud.

« Artikel 56 van het Strafwetboek luidt : « Alwie, na eene veroordeeling tot lijfstraf, een wanbedrijf heeft begaan, kan veroordeeld worden tot tweemaal de *hoogste* straf door de wet tegen dat wanbedrijf bepaald. » Dezelfde straf kan worden uitgesproken « ingeval van vroegere veroordeeling tot eene gevangenzitting van ten minste één jaar, zoo de veroordeelde het nieuw wanbedrijf heeft begaan vóór het verstrijken van vijf jaar sinds hij zijne straf heeft ondergaan of deze verjaard is ».

« In eene zaak als het spel, is het goed den strafrechter degelijk te wapenen, met het oog op de gevallen van herhaling. De bepaling in n° 1 van artikel 4 moet dus noodzakelijk, als beginsel, door de Kamer goedgekeurd worden.

» Het komt wenschelijk voor, den tekst daarvan te wijzigen. In de eerste plaats, is het raadzaam duidelijk te bepalen, dat het volstaat dat de vroegere veroordeeling uitgesproken werd, niet noodzakelijk wegens hetzelfde feit, maar wegens om 't even welk der verschillende wanbedrijven, voorzien en gestraft door eene of andere der bepalingen van de wet op het spel. Vervolgens dient men zou weinig mogelijk af te wijken van den tekst van artikel 56 van het Burgerlijk Wetboek, opdat de nieuwe bepaling zooveel mogelijk uitgelegd worde als deze laatste. Bijgevolg denkt de Commissie aan de Kamer te moeten voorstellen n° 1 van artikel 4 aldus te doen duiden : « Ingeval van vroegere veroordeeling uitgesproken wegens een der wanbedrijven bij deze wet voorzien, zoo de veroordeelde het nieuw wanbedrijf heeft gepleegd vóór het einde van vijf jaar sedert hij zijne straf heeft ondergaan of deze verjaard is. ».

» Het tweede lid van art. 4 van het nieuw ontwerp van den Senaat, wijzigt den door de Kamer aangenomen tekst, in dezen zin dat het de rechtbanken veroorlooft tegen de schuldigen de ontzetting van rechten uit te spreken, voorzien bij artikel 33 van 't Strafwetboek, niet meer alleen in de onderstelling dat de uitgesproken hoofdstraf de dubbele straf zal wezen, en dit uithoofde van het misbruik van behoefte, zwakheid of hartstocht der spelers, doch zonder onderscheid in al de gevallen van veroordeeling wegens overtreding van de wet op 't spel.

» Het schijnt overdreden door de rechters de ontzetting van rechten, bij artikel 33 van 't Strafwetboek voorzien, te laten uitspreken, wanneer de door hen toe te passen hoofdstraf niet meer dan eene maand gevangenzitting en 200 frank boete kan bedragen (die van artikelen 2 en 3). Doch, anderzijds, bestaat er geene reden om hun dit recht te weigeren, niet alleen wanneer zij in de noodzakelijkheid verkeerden de bij artikel 4 voorziene dubbele straf toe te passen, doch zelfs wanneer zij eenvoudig artikel 1 der wet toepassen, waarbij hun recht wordt verleend om tot eene gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en eene boete van 100 tot 5,000 frank te veroordeelen.

» Bijgevolg stelt de Commissie aan de Kamer voor, bedoeld lid te wijzigen; het zou opgesteld worden als volgt en een afzonderlijk artikel kunnen worden : « In de gevallen bedoeld in de artikelen 1 en 4 kan de ontzetting van rechten, voorzien bij artikel 53 van het Strafwetboek, tegen de schulden worden uitgesproken. »

* * *

Vooraf betreurt de Commissie dat de Senaat herhaaldelijk weigerde in de wet een strafbepaling op te nemen, voor « hen die een speelhuis zouden » opgericht of gehouden hebben, zelfs dan wanneer zij hoegenaamd geen » toegangsprijs heffen noch eenig ander voordeelaanbrengend feit bedrijven, onder artikel 1 voorzien. » (Art. 2 van het ontwerp, den 13 Juli 1901 door de Kamer goedgekeurd.)

Tijdens zijne eerste beraadslaging in 1896, was de Senaat een ander gevoelen toegedaan. 't Was immers in het toen door hem goedgekeurd ontwerp, dat de Kamer de hierboven herinnerde bepaling vond. De Senaat verzachtte ze slechts door eene enkele uitzondering, ten voordeele van die kringen, door sommigen « eigenlijke kringen » geheeten, welke, vermits ze werkelijk voor het publiek gesloten moesten blijven, bijgevolg zouden beantwoorden aan de vereischen, die zorgvuldig alle werden opgesomd.

't Mag verwondering baren, dat de Senaat zoo volhardend eene van hem komende bepaling blijft verwerpen, die de Kamer, aan wie de heer Minister van Justitie de afschaffing voorstelde, tot driemaal toe besliste te handhaven.

Des te meer daar — zoo er zekere vragen werden gesteld over den zin te geven aan de bepaling waaraan de Kamer zoo krachtadig zegde te houden — de bedenkingen waardoor hare noodwendigheid werd bewezen, en die namelijk in het voorgaande verslag der bijzondere Commissie werden uiteengezet en weerlegd, zelfs onaangeraakt bleven.

Daarin was te lezen :

« Bij de eerste en de tweede lezing van het door haar goedgekeurde » ontwerp (1) heeft de Kamer, aan welke de heer Minister van Justitie, » intrekking van n^o 2^o van artikel 4 (2) voorstelde, na langdurige beraadslaging, bepaaldelijk geweigerd dit te doen.

» De Commissie denkt dat deze bepaling opnieuw dient ingevoerd.

» Klaarblijkelijk schijnt het des te noodzakelijker ze te behouden, daar, zonder haar, 1^o eenerzijds, de openbare machten hare eigene onroerende goederen zouden kunnen verhuren aan hen die aankondigen dat zij er eigenlijke huizen voor kansspelen willen houden, zonder rechtstreeksch winstbejag; 2^o anderzijds, de breedste openbaarheid en het werven van spelers, zoo in België als in het buitenland, bij voorduring kunnen worden uitgeoefend ten voordeele der huizen voor kansspelen die het voordeel der

(1) Tijdens de eerste beraadslagingen der Kamer.

(2) Die bepaling werd het 2^o artikel van het ontwerp, in Juli 1901 door de Kamer goedgekeurd.

wettelijke toelating genieten (art. 3 der wet zou daarop niet van toepassing zijn).

» Uit de ondervinding blijkt hoe spitsvondig het bedrog is om de strafwet te ontwijken. De kunstgrepen van de oprichters der fictieve kringen — wezenlijke huizen voor kansspelen — hebben alle werkelijke doelmatigheid ontnomen aan artikel 303 van het Strafwetboek, ondanks de pogingen van parketten en rechtbanken; eerlang zouden dezelfde kunstgrepen — en dit zeer gemakkelijk — de nieuwe wetsbepalingen krachteloos maken, zoo deze enkel bedoelden rechtstreeksch voordeel te trekken van het spel en het overige van de geheele tegenwoordige inrichting van het spel lieten bestaan.

» De Wetgeving is ingelicht door de gebeurtenissen die zich sedert twintig jaar voor hare oogen ontrolden. Zij heeft tot plicht rekening te houden met de lessen die er uit voortspruiten. »

De leemte die de Senaat in het ontwerp liet bestaan, ondanks de herhaalde waarschuwingen die de Kamer zich veroorloofde hem te geven, stelt de Wetgeving bloot aan erge misrekening.

Want het staat te vreezen dat uit de ervaring maar al te ras blijken zal hoe gegrond de vrees der Kamer was.

Dan moet andermaal het voordrachtsrecht der afgevaardigden optreden, wat voorwaar niet uitblijven kan. Toch ware 't verkieslijk geweest zoo het werk, zoo lastig door het Parlement tot stand gebracht, na meer dan vijf jaar zwoegens, niet blijkbaar als onvolledig voorkwam, aler voltooid te wezen. Ze draagt het kenmerk van minnelijke schikkingen en de Kamer, die alles aanwendde om ze te verbeteren, zal zich hare onvolmaaktheid niet te wijten hebben; ook is het te hopen dat deze later verholpen worde.

Voor hen die zich van stonden aan de vraag stellen hoe ze door de maliën der nieuwe wet kunnen geraken, zal het evenwel raadzaam zijn het leedwezen van de Commissie der Kamer niet te overdrijven.

Deze is trouwens overtuigd dat de rechtbanken, zich doordringende van den geest naar welken de Wetgeving de strafwet tegen ongeoorloofde speelsucht versterkte, op hare beurt gestrenger zullen vonnissen.

Voordeel trekken van kansspelen is voortaan te straffen, overal en onder welken vorm het zich voordoet; dus mogen de rechters zich niet laten verschalken door behendige knepen, bestemd tot het verbergen van mogelijk zelfs verbloemd voordeel te trekken uit speeldrift en zullen ze zorgvuldig nalaten zulks te beschouwen als de daad van hem die eenvoudig een huis van kansspelen opgericht en gehouden zou hebben, zonder eenigen toegangsprijs te heffen, noch eenig ander voordeelaanbrengend feit te plegen, zooals is voorzien in artikel 1 van het ontwerp.

Anderzijds zullen ze menigmaal het middel vinden om wezenlijke inrichters van huizen voor kansspelen te treffen, en wel in de bepaling die hen veroorlooft voortaan streng te handelen ten opzichte van hen « die, een » voor het publiek toegankelijk lokaal houdende, er willens en wetens en » gewoonlijk spelen toelaten die aanleiding geven tot overdreven inzetten of » weddenschappen. »

Volgens artikel 308 van 't Strafwetboek, dat thans het houden van een huis voor kansspelen straft, geschiedt dit maar op beperkte wijze. Het eischt bekendmaking. Het eischt zulks « zelfs in al te beperkte bewoordingen, die » aanleiding gaven tot menigvuldige twistpunten, waardoor de werking van » 't gerecht werd belemmerd, en waardoor de jammerlijke uitbreiding van » speelzucht en de talrijke misbruiken, waarover thans iedereen klaagt, in » de hand werden gewerkt. » Aldus uitte zich de heer Minister van Justitie in de Kamer. 't Is te hopen dat de rechtbanken voortaan in den tekst der wet en in den voorbereidenden arbeid het middel zullen vinden om zich min dan vroeger op te houden bij ijdel schijn, die de zeer wezenlijke bekendheid verbergt van sommige werkelijke huizen voor kansspelen, bedrieglijk « kringen » geheeten.

Wordt deze hoop wezenlijkheid, des te beperkter zal de werkkring worden van hen die, spijs den duidelijken wil des wetgevers, zouden trachten de bestaande inrichting der spelen in België gedeeltelijk te handhaven.

De Verslaggever,

Jos. HOÏOIS.

De Voorzitter,

A. BEERNAERT.



BIJLAGE.

In dato 23 Januari, ontving de Commissie der Kamer onderstaande stuk :

PROVINCIE NAMEN (STAD DINANT).

Dinant,

490.

De Gemeenteraad, zijne goedkeuring hechtend aan de stemming van Senaat en Kamer, waarbij wordt beslist de speelhuizen in België letterlijk af te schaffen, en voor zooveel 't beginsel van vergoeding voor eene of andere Belgische stad wordt aangenomen, drukt den wensch uit dat de Wetgevende Kamers en de Regeering, rekening houdend met den toestand waarin de stad Dinant zal verkeerén, haar eene ruime en billijke vergoeding zullen toestaan.

Aldus aangenomen ter zitting, te Dinant, op 20 Januari 1902.

OP BEVEL :

De Secretaris,

(Onleesbare handteekening.)

De Burgemeester,

BOULENGÉ.
